



REF : MED-CL 2021

Edition du 04-02-2021

Envoyé en préfecture le 15/02/2021

Reçu en préfecture le 15/02/2021

Affiché le

SLO

ID : 019-211915301-20210209-2021008-DE

## DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2021

### COMMUNE D'OBJAT

## Débat d'orientation budgétaire (DOB)

### Sur la base d'un rapport d'orientation budgétaire (ROB)

L'article L 2312-1 du CGCT (Code Général des Collectivités Territoriales) prévoit que « le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal », ce dernier donnant, en la circonstance, le consentement des contribuables qu'il représente. L'élaboration du budget doit se faire dans le respect des objectifs et des priorités de la politique municipale, d'où l'intérêt et l'importance du débat préalable d'orientations budgétaires.

#### 1. Principes pour les communes concernées

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, en temps normal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires (ROB), les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal (DOB), dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique (art. L 2312-1, al. 2 du CGCT). Ce débat peut avoir lieu lors de la séance d'adoption du budget primitif, mais préalablement à son adoption (article 4, VIII). Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département. Le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 prévoit le contenu, les modalités de publication et de transmission du rapport sur lequel s'appuie le débat d'orientation budgétaire (art. D 2312-3 et s. du CGCT).

La non-organisation du DOB dans les communes de 3 500 habitants et plus équivaut au non-respect d'une formalité substantielle à même de pouvoir ouvrir un recours en vue d'annuler la délibération d'adoption du budget primitif

#### 2. Apports de la loi du 22 janvier 2018

La loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 pose de nouvelles règles relatives au rapport d'orientation budgétaire. Ces règles sont d'effet immédiat. L'article II de son article 13 dispose qu'à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente ses objectifs concernant :

- l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur de la section de fonctionnement ;

- l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minores des remboursements de dette. Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes. Cette obligation vise les collectivités concernées par le débat d'orientation budgétaire, à savoir les communes de plus de 3 500 habitants.

### 3. Publicité du ROB

L'article L 2313-1 prévoit que le rapport adressé au conseil municipal à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, la note explicative de synthèse annexée au budget primitif et celle annexée au compte administratif, conformément à l'article L 2121-12, sont mis en ligne sur le site internet de la collectivité après l'adoption des délibérations auxquelles ils se rapportent.

### 4. Note explicative de synthèse

Selon l'article L 2121-12 du CGCT, dans les communes de 3 500 habitants et plus, une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du conseil municipal. L'absence de note explicative de synthèse constitue un non-respect d'une formalité substantielle à même de pouvoir provoquer l'annulation de la délibération de vote du budget primitif (CAA Lyon, 9 décembre 2004, *N.*). La note explicative de synthèse doit donner aux élus municipaux les informations nécessaires. Le juge administratif a ainsi estimé que la note doit inclure des informations sur l'endettement et son évolution, le niveau de fiscalité envisagé, l'essentiel des nouveaux investissements souhaités ainsi qu'un éclairage prospectif sur le budget communal. A défaut de contenir ces éléments d'information fondamentaux, une note de synthèse budgétaire trop incomplète peut amener le juge administratif à annuler l'adoption du budget primitif en découlant (*JO AN*, 06.03.2007, question n° 115242, p. 2464). Dans une jurisprudence, l'annulation de la délibération du conseil municipal est fondée car la convocation adressée aux membres du conseil municipal pour la séance au cours de laquelle devait être organisé le débat d'orientations budgétaires n'était accompagnée que d'un document intitulé « rapport » comportant uniquement quelques considérations générales sur les nouvelles charges imposées aux communes par des mesures gouvernementales et sur la volonté de la commune de ne pas augmenter la pression fiscale et les données essentielles sur lesquelles devait porter le débat afférent aux orientations budgétaires n'ont pas été communiquées aux conseillers municipaux. Le contenu possible d'une note d'orientations budgétaires peut consister en un descriptif du contexte économique (croissance économique escomptée, inflation attendue, etc.) et des orientations du budget de l'Etat avec l'indication des dotations de l'Etat attendues. Après ce bref descriptif du contexte économique et financier, la note d'orientations budgétaires peut donner une approche estimative des principales dépenses et recettes de fonctionnement de la commune, une liste des projets d'investissement qui seraient à réaliser avec les ressources en découlant (subventions possibles) et, à partir de là, mettre en évidence le volume d'impôts locaux et d'emprunts nécessaires à l'équilibre du budget. En fonction de la hausse fiscale et de l'endettement nouveau en résultant (compte tenu aussi de l'endettement existant), le conseil municipal peut ainsi revoir ou non à la baisse la liste des projets d'investissement souhaités qui peuvent s'inscrire dans un programme pluriannuel. C'est ainsi que si la commune a mis en place des autorisations de programme pluriannuelles pour ses dépenses d'investissement (art. L 2311-3 et R 2311-9 du CGCT), les propositions de l'exécutif en la matière doivent être évoquées lors de la réunion du conseil municipal portant sur le DOB.

### 5. Etape non décisionnelle

A partir des orientations ainsi arrêtées, la municipalité peut ensuite préparer, dans de bonnes conditions, le document budgétaire pour l'exercice à venir sans être toutefois tenue par les orientations délibérées, le maire restant libre du contenu du futur budget primitif qu'il proposera au vote du conseil municipal. En effet, le DOB ne s'assimile pas à une décision, même s'il doit donner lieu à une délibération (celle-ci ne vient que constater que le débat a bien été organisé). S'agissant d'une formalité obligatoire, la délibération correspondante doit être transmise au contrôle de légalité.